

<http://www.snetap-fsu.fr/La-region-Basse-Normandie-se.html>



La région Basse-Normandie se mobilise pour s'opposer à la casse définitive de l'enseignement agricole public

- Nos Actions - Archives - 2005-06 - Archives - Les établissements en lutte pour sauver la rentrée 2006 ! -
Date de mise en ligne : vendredi 18 novembre 2005

Copyright © Snetap-FSU - Tous droits réservés

Chronologie des événements :

- lors du [CTPR](#) de juin 2005, le DRAF refuse de mettre au vote une motion que nous présentons en séance, sous prétexte qu'elle ne fait pas partie de l'ordre du jour et que certains termes sont "choquants" (il s'agissait en fait des termes de "sabotage" et de "sabordage" .
Réactions que je vous laisse deviner, de la part du SNETAP.
Entêtement d'un DRAF désolé. Demande de suspension de notre part. Retour dans la salle et refus de continuer à siéger dans ces conditions.
- **le CSR du 10 novembre 2005 (participation de 24 copains et 6 sections représentées sur 6) décide, à l'unanimité, le boycott du CTPR du 18 novembre pour marquer nos désaccords.**
- Réunion des secrétaires régionaux du SNETAP le mercredi 16 novembre durant lequel nous prenons connaissance des docs pour le [CTPC](#) et de la fermeture des classes de la région, que nous ignorions.
- Le 18 novembre, avant notre réunion de préparation du CTPR de l'après-midi, nous faisons part à notre [SRFD](#) de notre "étonnement" que des informations ne nous aient pas été données concernant ces fermetures.
- Nous décidons le boycott du CTPR avec ces raisons supplémentaires et apprenons que même les directeurs d'établissement ignoraient ces infos ! Ils n'en ont pris connaissance, comme par hasard, que juste après notre intervention du matin...
- l'après-midi, un faux CTPR se tient : le DRAF déclare la séance ouverte, le "quorum étant atteint" (!)
- Apprenant cette nouvelle manière de compter les présents... Le SNETAP intervient auprès du DRAF, le lundi 21 novembre à 8h30 . Celui-ci, qui "regrette la manière d'agir" du SNETAP reconnaît, cependant non sans peine, que le quorum n'ayant pas été effectivement atteint, un nouveau CTPR sera tenu.
- Au cours d'un nouvel entretien avec le DRAF le mardi 22 novembre, nous apprenons que "tout cela n'est pas de [sa] faute" et que la stratégie régionale était de "répartir les sacrifices entre les établissements, plutôt que d'en fermer un" sic. De quoi se plaint-on !

Le seul [LPA](#) qui semblait à l'abri (Alençon) est menacé de devoir fermer son internat et Vire (menacé de disparition) son atelier porcin... histoire de mieux achever la mise à mort à la rentrée 2007...

- le CTPR doit se tenir le lundi 28 novembre à 14h. Curieusement, les salles du SRFD et de la DRAF où il a toujours eu lieu et auxquelles on peut très aisément accéder... sont déjà occupées. La réunion est prévue dans une salle du Service Informatique du Trésor public - quel symbole ! - très protégé par sas et sbires...

80% de grévistes ce même jour et un rassemblement a réuni 150 collègues devant la DRAF.

Lundi 28 novembre 2005 : nous espérions 100 à 120 collègues devant la DRAF : ils furent 148 ! Sans compter les collègues grévistes (80% sur la région) restés dans leur établissement pour soutenir des initiatives de manifestations

prises par les élèves (à Coutances et à Sées). Près de 150 personnes (c'est-à-dire près d'un cinquième des effectifs de la région !) dans la salle de réunion où devait se dérouler le CTPR : de quoi « étonner » un DRAF...

Les réponses restent les mêmes : « nous répondons à une commande. On fait remonter ». Nous restons bien dans une logique d'épicerie et d'aveu d'impuissance.

La fin d'après-midi a permis d'envisager la continuité de l'action à adapter à chaque établissement avec une coordination régionale : AG, lettres, pétitions, communiqués de presse, TV, radios, avis aux élus, aux parents, aux élèves... L'action se poursuit.

24 communiqués de presses, radio et tv ont été envoyés. Nous en sommes, pour l'heure, à trois interviews donnés pour des radios locales et régionales .